



**RÉGION ACADÉMIQUE  
PROVENCE-ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

---

**REGION ACADÉMIQUE PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR**

DIRECTION RÉGIONALE ACADÉMIQUE DE LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT.

SERVICES ACADÉMIQUES CHARGÉS DE L'IMMOBILIER DE L'ÉTAT DES

ACADÉMIES D'AIX-MARSEILLE ET DE NICE

## **MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

### **REGLEMENT DE CONSULTATION**

#### **Mode de consultation**

Procédure adaptée lancée en application des articles L2123.1 R2123.1 et R2123.4  
et R2123.5 du Code de la Commande Publique

---

**Travaux de mise en sécurité/sureté du site « Cap de Croix »  
du Rectorat de l'Académie de Nice**  
***5 lots***

---

Date limite de remise des offres

**Lundi 02 Décembre 2024 à 17h00**

Le présent document comporte 19 pages numérotées de 1 à 19.

## SOMMAIRE

<b>Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET INTERVENANTS .....</b>	<b>4</b>
1.1 <i>Objet de la consultation.....</i>	4
1.2 <i>Intervenants.....</i>	4
<b>Article 2. ETENDUE de la consultation.....</b>	<b>6</b>
2.1 <i>Définition de la procédure.....</i>	6
2.2 <i>Allotissement.....</i>	6
2.3 <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....</i>	6
2.4 <i>Variantes .....</i>	7
2.4.1 <i>Variantes à l'initiative du candidat (pour tous les lots) .....</i>	7
2.4.2 <i>Variantes imposées : Sans objet .....</i>	7
2.5 <i>Délai de validité des offres .....</i>	7
2.6 <i>Sous traitance.....</i>	7
<b>Article 3. Caractéristiques du contrat.....</b>	<b>8</b>
3.1 <i>Tranches.....</i>	8
3.2 <i>Prix des prestations .....</i>	8
3.3 <i>Mode de règlement du marché et modalités de financement.....</i>	8
3.4 <i>Délais et durée .....</i>	8
3.5 <i>Clauses sociales et environnementales.....</i>	8
3.6 <i>Conditions particulières d'exécution .....</i>	8
3.7 <i>Appréciation des équivalences dans les normes.....</i>	8
3.8 <i>Garantie particulière pour matériaux de type nouveau (ou biosourcés).....</i>	9
3.9 <i>Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense .....</i>	9
3.10 <i>Propriété intellectuelle.....</i>	9
3.11 <i>Marché public réservé.....</i>	9
3.12 <i>Prestations modificatives.....</i>	9
<b>Article 4. Publicité du dossier de consultation .....</b>	<b>9</b>
4.1 <i>Contenu du dossier de consultation.....</i>	9
4.2 <i>Modalité de retrait du dossier de consultation.....</i>	9
4.3 <i>Changement de détail du dossier de consultation.....</i>	10
4.4 <i>Date limite de dépôt de question.....</i>	10
<b>Article 5. Réponse des entreprises.....</b>	<b>11</b>
5.1 <i>Visite des lieux.....</i>	11
5.2 <i>Réponses multiples .....</i>	11
5.3 <i>Groupement d'entreprises.....</i>	11
5.4 <i>Condition d'envoi ou de remise des plis.....</i>	11
5.4.1 <i>Documents à transmettre relatifs à la candidature .....</i>	12
5.4.2 <i>Documents à transmettre relatifs à l'offre .....</i>	13
5.4.3 <i>Documents à transmettre dans l'offre en cas de variantes libres .....</i>	13
<b>Article 6. examen des candidatures et jugement des offres .....</b>	<b>13</b>
6.1 <i>Examen des candidatures.....</i>	13
6.2 <i>Examen des offres.....</i>	14
<b>Article 7. Négociation.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8 REGULARITE DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 9 Renseignements complémentaires .....</b>	<b>18</b>
9.1 <i>Renseignements techniques et administratifs.....</i>	18
9.2 <i>Recours.....</i>	18

9.3 Information des candidats.....	19
------------------------------------	----

---

# ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION ET INTERVENANTS

## 1.1 *Objet de la consultation*

L'opération a pour objet des travaux de mise en sécurité/sureté du site « Cap de Croix » du Rectorat de l'Académie de Nice.

Les enjeux principaux de cette opération de mise en sûreté du site visent essentiellement :

- la protection des personnes contre les agressions et attentats
- la protection des locaux et du site contre les intrusions,
- la gestion des flux de circulation des personnels et visiteurs sur le site,
- la gestion des droits d'accès suivant les lieux.

•Bâtiment Principal : Etablissement Recevant du Public, de 2<sup>ème</sup> catégorie, avec activité de type W, L, N et R

•Bâtiment DSDEN : Etablissement Recevant du Public, de 5<sup>ème</sup> catégorie, avec activité de type général et type W.

Type de marché : Exécution

Le descriptif détaillé des travaux à effectuer figure dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

**Lieu d'exécution** : site du Rectorat de l'Académie de Nice - 53, avenue Cap de Croix – 06181 NICE cedex 2

**Les travaux seront réalisés en site occupé et suivant un phasage de travaux**

## 1.2 *Intervenants*

▪Le maître d'ouvrage de l'opération est :

Monsieur le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur

▪La conduite d'opération est assurée par la :

Direction Régionale Académique de la Politique Immobilière de l'Etat DRAPIE  
Service académique chargé de l'Immobilier de l'Etat du Rectorat de Nice

▪La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

Le maître d'œuvre de l'opération est :

**CINFORA**

Résidence SKY VALLEY – 81 avenue Simone Veil  
06200 NICE

Contacts : Mme JAGO et M. BAZINGETTE

Tél 04 97 02 24 30

E-mail : [contact@cinfora.fr](mailto:contact@cinfora.fr)

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission comprenant les éléments suivants : Loi MOP : APS + APD + PRO + ACT + DET + AOR

▪Le Contrôle technique est assuré par :

**APAVE**

Agence de Nice  
22/26 Avenue Edouard Grinda  
06200 NICE  
Tél. : 04 92 29 40 50 /Fax : 04 93 21 68 06

Contact : M. Philippe GUILLON, Contrôleur technique  
Tél : 06 23 77 51 98  
[philippe.guillon@apave.com](mailto:philippe.guillon@apave.com)

▪ **L'OPC organisation, planification et coordination :**

La mission d'Ordonnancement, de Coordination et de Pilotage du Chantier est assurée : **En cours de désignation**

▪La mission CSPS coordonnateur sécurité, prévention de la santé est assurée par :

**QUALICONSULT SECURITE**

Agence de Nice  
8 Avenue Félix Faure Le Felix Faure Center  
06000 NICE

Contact : M. Thomas SILVASI, Coordonnateur SPS  
Tel : 04.97.21.43.20 | Fax : 04.97.21.43.30  
[thomas.silvasi@qualiconsult.fr](mailto:thomas.silvasi@qualiconsult.fr)

▪La mission de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) est assurée par :

**BeProSSI**

192 CHEMIN DE L'EMIGRA  
06510 CARROS

Contact : M. Patrick PIQUER, Coordonnateur SSI  
Tél : +33 6 03 34 08 41  
[info@beprossi.fr](mailto:info@beprossi.fr)

# ETENDUE DE LA CONSULTATION

## 2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée en procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L2123.1 R2123.1 et R2123.4 et R2123.5 du Code de la Commande Publique

Elle fait l'objet d'une publicité au BOAMP (MAPA> 90 000 € HT) avec mise en ligne de l'avis et du DCE sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

La présente consultation donne lieu à un marché public.

**La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée ouverte avec publicité et mise en concurrence en une seule phase avec possibilité de négociation**

Les candidats remettront au pouvoir adjudicateur un dossier comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à la capacité du candidat et à son offre technique et financière.

Le pouvoir adjudicateur analysera au cours d'une phase unique, la recevabilité des candidatures et la valeur des offres au travers de l'ensemble de ces documents sur la base des critères définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation et retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres.

**Possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.**

Sur le fondement de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le Rectorat se réserve la possibilité pour chaque lot de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

Il pourra conclure un marché public négocié sans publicité et sans mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ce marché peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 2.2 Allotissement

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 5 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés**. Le lot principal est le **lot 05**

Désignation des lots	
Lot 01	Maçonnerie – VRD – Espaces verts
Lot 02	Menuiseries intérieures - Finitions
Lot 03	Serrurerie - Ferronnerie
Lot 04	Menuiseries extérieures aluminium
Lot 05	Electricité – Contrôle d'accès

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots.

## 2.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats des **lots 01 et 05** doivent chiffrer les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot°	PSE N°	INTITULE
01	01	Panneaux directionnels
01	02	Signalétique au sol
01	03	Local vélo sécurisé
05	04	Vidéo surveillance
05	05	Local vélo sécurisé

Chaque PSE sera présentée avec l'offre de base et devra répondre aux mêmes qualités d'utilisation.

Les caractéristiques de chaque P.S.E. sont précisées au CCTP et DPGF du lot concerné.  
Le candidat est dans l'obligation de répondre à la P.S.E. dans son offre. A défaut, l'offre est considérée comme irrégulière. Après examen de celle-ci, le RPA décide ensuite s'il souhaite la retenir pour l'exécution du marché.  
Si le Pouvoir Adjudicateur retient la P.S.E., le titulaire devra alors exécuter celle-ci conformément aux documents contractuels.

## **2.4 Variantes**

### **2.4.1 Variantes à l'initiative du candidat (pour tous les lots)**

Le dossier de consultation comporte une solution de base à laquelle le candidat devra obligatoirement répondre ; à défaut son offre sera jugée irrégulière.

Les candidats peuvent présenter, pour tous les lots, une offre comportant une ou des variantes qui devront répondre aux mêmes qualités d'utilisation.

Les variantes proposées ne devront pas dégrader le niveau de prestation décrite au CCTP. (cf art. 5.4.3)

### **2.4.2 Variantes imposées : Sans objet**

## **2.5 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

**En cas de négociation avec remise d'une nouvelle offre, le délai précité s'entend à compter de la date de remise de cette dernière.**

Pendant toute cette période le candidat ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le Pouvoir Adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable au co-contractant.

Au-delà du délai de validité, les candidats seront libérés de leur engagement

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente.

S'il est déclaré attributaire, il devra signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de l'attribution du marché.

## **2.6 Sous traitance**

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

A noter que dans ce cadre, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément à l'article R.2193.1 du Code de la Commande Publique, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

## CARACTERISTIQUES DU CONTRAT

### 3.1 Tranches

Sans objet

### 3.2 Prix des prestations

Les prix forfaitaires sont révisables dans les conditions définies au CCAP.

### 3.3 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes :

Sur le(s) Budget(s) d'investissement suivant : **Programme 214 - Soutien de la politique de l'Education nationale**

Les acomptes s'effectueront par virement administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le dépassement de délai de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai

### 3.4 Délais et durée

Le **délai d'exécution** fixé à l'article 4.1 du CCAP est de **12 mois** (période de préparation de 1 mois non comprise) à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le planning enveloppe prévisionnel des travaux, avec les phasages des travaux est fourni au présent dossier de consultation.

### 3.5 Clauses sociales et environnementales

Sans objet

### 3.6 Conditions particulières d'exécution

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R2113.7 du CCP.

### 3.7 Appréciation des équivalences dans les normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.



Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

### **3.8 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau (ou biosourcés).**

Sans objet.

### **3.9 Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense**

Sans objet.

### **3.10 Propriété intellectuelle**

Sans objet.

### **3.11 Marché public réservé**

Sans objet.

### **3.12 Prestations modificatives**

Pour chaque lot, les prestations ne figurant pas dans le présent marché mais devenues nécessaires à son exécution pourront donner lieu à des modifications du marché dans les conditions des articles R.2194.1 et suivants du Code de la Commande Publique.

## **PUBLICITE DU DOSSIER DE CONSULTATION**

### **4.1 Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

- L'AAPC (publication au BOAMP)
- Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe relative à la dématérialisation
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun n°1 du 12 septembre 2024
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) par lot + document « allotissement et phasage » et document « tableau repérage des portes impactées par les travaux »
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot + pour le lot 4 « annexe : tableau repérage des portes impactées par les travaux »
- Plans par lot (13 documents en pdf)
- L'acte d'engagement (AE) et annexes (dont cadre sous traitance déclarée à l'offre)
- *Planning prévisionnel DCE : ce document sera transmis prochainement via PLACE aux candidats et ajouté au dossier de consultation mis en ligne dans PLACE*
- Le modèle d'attestation de visite du site
- RICT « APAVE »
- PGC SPS « QUALICONSULT »
- Dossier Amiante DAAT et DTA
- Notices de sécurité incendie, d'accessibilité et cahier des charges fonctionnel du SSI (Système de Sécurité Incendie)
- *Les formulaires DC1 DC2 et leurs notices (pour dossier candidature)*

NOTA : En cas de contradiction entre plusieurs plans, les entrepreneurs sont tenus de la signaler au Maître d'ouvrage qui communiquera sa décision. Dans tous les cas, la solution la plus onéreuse sera réputée être celle due par le titulaire du contrat.

### **4.2 Modalité de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation dématérialisé peut être téléchargé sur la plate-forme électronique durant le temps de la consultation, à partir du site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une aide en ligne est disponible sur le site.

Il ne sera pas transmis de dossier sous forme électronique, ni de dossier en « Version papier ».

Le dossier de consultation des entreprises est disponible sur le site de la Plateforme des Achats de l'Etat « PLACE » (profil acheteur) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référence publique de la présente consultation **Drapie06securectorat**

Sur la page de la consultation qui s'affiche, aller à la rubrique "action", puis cliquer sur "accéder à la consultation".

[Lien direct d'accès aux documents de la consultation :](#)

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613085&orgAcronyme=f0g>

ATTENTION : Le dossier de consultation des entreprises peut être téléchargé\* anonymement ou après identification. Il est rappelé que les sociétés **qui téléchargent anonymement** le dossier de consultation (où indiquent une **adresse courriel erronée**), ne pourront être informées des éventuels éléments complémentaires au cours de la procédure (communication des réponses de l'administration suite aux questions, report de délai, questions diverses ...).

La société qui s'identifie doit donner une adresse permettant de façon certaine un échange électronique pour les éventuels compléments au cours de la procédure.

*Afin d'être informé des échanges, le candidat doit vérifier que l'adresse des échanges avec le profil d'acheteur, « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », est accessible ou mise sur la liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans l'entreprise et s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme/profil acheteur ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.*

*Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à la disposition par la personne publique, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats zip, Word, Excel, Pdf, DWG.*

**Tout candidat ayant retiré un DCE sur la plateforme de dématérialisation sans s'être identifié, ne saurait contester le fait de ne pas avoir reçu les informations complémentaires qui pourront – en cours de consultation – être apportées, dès lors que du fait de son anonymat, celles-ci n'auraient pu lui être transmises**

### **4.3 Changement de détail du dossier de consultation**

Le « **Rectorat** » se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours** calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats en sont informés par le biais du portail acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidats devront alors répondre sur la base d'un dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de cette nouvelle date.

*Attention : Les candidats ayant choisi de ne pas s'identifier lors du téléchargement du DCE ne recevront pas d'alerte les informant de ces éventuelles modifications du DCE.*

### **4.4 Date limite de dépôt de question**

Les candidats peuvent poser des questions sur la consultation en cours de procédure jusqu'à **huit** jours calendaires avant la date limite de remise des plis. *Au-delà de cette date le Rectorat se réserve la possibilité de ne pas répondre aux demandes de renseignements complémentaires, en considérant qu'elles n'ont pas été transmises en temps utile*

Les questions seront posées sur la plateforme interministérielle PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence publique **Drapie06securectorat**

**Cliquer sur l'onglet situé à droite « Accéder à la consultation » puis onglet 2 « Question » et onglet « Poser une question »**

### Lien d'accès direct à la consultation :

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613085&orgAcronyme=f0g>

Un ou plusieurs comptes-rendus apportant les réponses aux différentes questions posées seront diffusés à tous les candidats ayant téléchargés le DCE (en s'identifiant) au plus tard 6 jours calendaires avant la date de remise des offres.

Nota : Si au cours de la procédure, une prolongation de la date limite de réception des plis est effectuée, le Rectorat indiquera aux entreprises, le cas échéant, la nouvelle date limite pour poser des questions.

## ARTICLE 5. REPONSE DES ENTREPRISES

### 5.1 Visite des lieux

La visite des lieux est **OBLIGATOIRE** avant de remettre l'offre. La prise de rendez-vous se fait par mail au moins 48h avant la date du rendez-vous. (*Plus de rendez-vous possible dans les 5 jours ouvrés précédant date de la clôture des offres*) à l'adresse suivante :

[jose.pinel@region-academique-paca.fr](mailto:jose.pinel@region-academique-paca.fr) ou [patrice.renou@region-academique-paca.fr](mailto:patrice.renou@region-academique-paca.fr)

Une attestation sera remise par le conducteur d'opération à l'issue de la visite ; elle devra être jointe à l'offre.

### 5.2 Réponses multiples

Pour chaque lot, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### 5.3 Groupement d'entreprises

Plusieurs entreprises peuvent se réunir sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Toutefois, le mandataire devra obligatoirement être solidaire.

### 5.4 Condition d'envoi ou de remise des plis

Les candidats doivent remettre leur offre **dématérialisée** sur le site de la plate-forme des achats de l'Etat – **PLACE** (profil acheteur) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référence de la consultation : **Drapie06securectorat**

### Lien d'accès direct à la consultation :

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2613085&orgAcronyme=f0g>

➔ Voir tous les détails dans l'annexe 1 au présent règlement de consultation

Remarque : La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire à ce stade de la consultation. Le cas échéant, l'administration pourra demander à l'entreprise retenue à l'issue de la consultation de signer son acte d'engagement avant l'attribution du marché. Le candidat peut donc choisir de signer son offre (acte d'engagement) dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, pour une offre dématérialisée sur la PLACE, il aura recours à un certificat de signature

#### 5.4.1 Documents à transmettre relatifs à la candidature

**Ces formulaires seront datés et complétés par la personne habilitée à engager le candidat**

- Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, en cas de groupement : (formulaire DC1) : complété
- Déclaration du candidat formulaire DC2 complété
- Pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- *Si le candidat est en redressement judiciaire ; production de la copie du ou des jugements prononcés*
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles : **compléter le cadre F du DC2**
- -copie de la ou/des attestation(s) d'assurance en cours de validité
  - le cas échéant, certificat de qualification professionnelle ou document équivalent, la preuve de ces capacités pouvant être apportée par tout autre moyen attestant de sa compétence à réaliser les missions **(voir détails au § 6.1 ci-après)**
- Présentation des moyens humains et matériels
- Liste de références de travaux de même nature exécutés au cours des trois dernières années. Cette liste fera ressortir, pour chaque référence, sa nature avec indication des caractéristiques principales, son montant, l'époque de réalisation (date), le lieu d'exécution et les organismes ou maîtres d'ouvrage pour lesquels les travaux ont été réalisés.

*En cas de groupement, chaque membre produira les pièces listées ci-avant à l'exception du DC1 : pour ce qui est des exigences en matière d'effectifs et de qualifications professionnelles, l'appréciation de celles-ci seront globale au sein du groupement.*

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants par ex.) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **Mise à disposition des documents et renseignement par le biais d'un système électronique**

•Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

•Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation avec le Rectorat et qui demeurent valables.

Dans cette hypothèse, il suffit de préciser l'intitulé de cette consultation et la date limite de remise des offres. Néanmoins, le candidat doit vérifier que les documents précédemment transmis sont toujours à jour.

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, ou qu'il recourt à la sous-traitance, chaque membre du groupement et/ou chaque sous-traitant doit fournir les pièces et documents susmentionnés.

Le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature,

-d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais

-et d'autre part les modalités précises de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

#### 5.4.2 Documents à transmettre relatifs à l'offre

Pour chaque lot :

- ❑ L'acte d'engagement complété

*Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux.*

*En cas de **sous-traitance**, l'annexe à l'AE portant déclaration de sous-traitance dûment sera renseignée et sera accompagné de l'ensemble des pièces administratives du sous-traitant, tels que demandés au candidat au titre de la présente consultation. Si le candidat envisage de sous-traiter une partie du marché public, sans avoir arrêté avec quel sous-traitant il entend précisément exécuter le présent marché public, il transmet une liste exhaustive des entreprises auprès desquelles il est susceptible de sous-traiter une partie des prestations du présent marché public.*

*L'offre, qu'elle soit présentée par un candidat individuel ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer la prestation (et le montant) pour laquelle la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécutera à la place du titulaire, sauf lorsque ce montant est inférieur à 600 euros TTC.*

*Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.*

*L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de **l'avance** prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.*

*Pour les lots **01 et 05** les PSE prévues à l'article 2.3 ci-avant devront être chiffrées dans l'AE et la DPGF*

- ❑ La décomposition du prix global forfaitaire : cadre ci-joint à compléter sans modification. Seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée
- ❑ Un mémoire technique reprenant les points demandés au présent règlement de consultation (cf § 6.2) avec possibilité d'y annexer des fiches techniques (maximum 15 pages recto/verso hors annexes)
- ❑ Le calendrier détaillé d'exécution
- ❑ L'attestation de visite **remise** par le conducteur d'opération **à l'issue de la visite**
- ❑ Autre document non destiné au jugement de l'offre : le/les relevé(s) d'identité bancaire ou postal correspondant(s) à/aux raison(s) sociale(s) et à la domiciliation (s) indiquées dans l'acte d'engagement

**A ce stade, ni le règlement de consultation et son annexe technique ni les cahiers des clauses particulières ne sont à transmettre.**

#### 5.4.3 Documents à transmettre dans l'offre en cas de variantes libres

##### En cas de présentation de variante(s) à l'initiative des candidats

Les candidats qui souhaitent présenter des variantes fourniront en complément un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent

Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante.

Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

Les variantes proposées devront être conformes avec les critères techniques et architecturaux du projet.

Les candidats qui souhaitent présenter une variante devront fournir les justificatifs nécessaires à l'examen et à la compréhension de ces variantes. (Fiches Techniques, détails, PV, calculs...)

## ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

### 6.1 **Examen des candidatures**

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-5 du Code de la Commande Publique .

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à concurrence et dans le présent document.

Le Pouvoir Adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Si le candidat n'a pas fourni les documents dans le délai imparti, il peut déclarer sa candidature irrecevable et le candidat est éliminé.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché. Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché.

Les candidatures sont sélectionnées au regard du niveau de capacités professionnelles, techniques et financières qui doivent être suffisantes pour pouvoir répondre à la consultation. Le candidat doit donc apporter des éléments précis concernant ces informations.

En cas de groupement, l'appréciation de ces capacités est globale.

Le présent marché est un marché de travaux pour lesquels les justifications à produire sont les suivantes:

	Désignation	Tranche de Classification	Qualifications et ou références
Lot 01	<b>Maçonnerie</b> <b>VRD Espaces verts</b>	<b>EFF2</b>	2111 Maçonnerie et BA (technicité courante) 1351-Espaces Vert
Lot 02	<b>Menuiseries intérieures</b> <b>- Finitions</b>	<b>EFF2</b>	4322 Fourniture et pose de menuiserie en bois (technicité confirmée) 6112 Peinture (technicité confirmée)
Lot 03	<b>Serrurerie - Ferronnerie</b>	<b>EFF2</b>	4412 (Technicité confirmé) 4441 – Clôtures Métalliques
Lot 04	<b>Menuiseries extérieures</b> <b>aluminium</b>	<b>EFF2</b>	3511 Fourniture et pose de menuiseries extérieures (technicité courante) 4711 Produits verriers (technicité courante)
Lot 05	<b>Electricité</b> <b>Contrôle d'accès</b>	<b>EFF2</b>	QUALIFELEC E2

**La preuve de la capacité du candidat peut cependant être apportée par tout moyen notamment :**

- Un descriptif des effectifs du candidat ;
- Des références de travaux réalisées au cours des 3 dernières années (datées et chiffrées) en rapport et proportionnées avec l'objet du marché, attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;

En cas de sous- traitance, l'entreprise ne pourra procéder à l'exécution des prestations sous-traitées que lorsque le DC4, acte spécial, sera signé des deux parties, et notifié par le pouvoir adjudicateur pour acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans ce cadre, l'attention du titulaire est attirée sur sa responsabilité personnelle de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

## **6.2 Examen des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.



Les offres reçues hors délais sont éliminées en application des dispositions de l'article R. 2151-5 du Code de la Commande Publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les offres qui n'ont pas été éliminées sont analysées et classées par ordre décroissant.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
<b>Prix des prestations</b>	<b>45%</b>
<b>Valeur technique appréciée au vu du contenu du mémoire technique</b>	<b>55%</b>

Pour les lots 01 et 05 demandant le chiffrage de PSE, plusieurs classements seront établis dans l'analyse des offres.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Détail des calculs selon les critères :

**01 - Prix des prestations** : 45 points selon la formule :

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Sur la base de la somme du DPGF, le montant de l'offre la moins-disante aura la note de 45/45.

La méthode de calcul utilisée, pour la notation du critère prix des prestations pour les autres candidats est la suivante :

**Note de l'offre = ((Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) × Base de notation)**

La note « prix des prestations » sera arrondie au centième d'unité le plus proche.

Avec :

-Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

-Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

-Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1, R. 2152-2 et R. 2152-3 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## 02 - Valeur technique de l'offre : 55 points

Sous-critères du mémoire justificatif	Nombre de points maximum par thème
1. Méthodologie d'intervention, moyens humains et techniques mis en œuvre pour les prestations du marché, planning exécution des travaux	25 points
2. Description des matériaux utilisés (fiches techniques des produits fournis)	20 points
3. dispositions prévues, en matière de propreté du chantier, pour assurer la sécurité et l'hygiène et la coactivité avec le personnel du rectorat	10 points

Chacun des thèmes du mémoire justificatif sera apprécié selon le barème ci-dessous :

	Appréciation
100 % de la note	Au-dessus des attentes du Maître d'ouvrage
70 % de la note	Conforme aux attentes du Maître d'ouvrage
30 % de la note	Inférieur aux attentes du Maître d'ouvrage
0% de la note	Absent ou incohérent

La note 0 attribuée à l'un des thèmes constituant le mémoire ne sera pas éliminatoire.

Le nombre de points maximum du mémoire sera de 55 points.

Le candidat le mieux noté (sur l'ensemble des thèmes du mémoire) obtient la note maximale de 60/60.

### Note globale :

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

L'offre la mieux classée sera celle qui aura obtenu le nombre de points le plus élevé.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## NEGOCIATION

Pour chaque lot, le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les **trois premiers candidats** arrivés en tête du classement à l'issue d'une première analyse selon les critères de jugement des offres définis article 6.2 du présent règlement. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas ce minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec le ou les candidats ayant les capacités requises.

Tous les éléments de l'offre peuvent faire l'objet d'une négociation, notamment le prix, dans le respect des principes d'égalité des candidats et de transparence des procédures.

Seules les offres inappropriées seront éliminées et non négociables

La négociation peut être engagée par courrier électronique ou à l'occasion d'un entretien avec les candidats, au choix du pouvoir adjudicateur. L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de communiquer une adresse électronique valide.

Le Rectorat attend des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres. La négociation ne sera qu'éventuelle. S'il y a une ou plusieurs séries de négociation, elle se fera par tout moyen (écrit ou oral) et pourra porter sur tous les éléments de l'offre (technique, prix...)



A l'issue des négociations, les candidats devront confirmer par mail les engagements/éléments avancés lors de la négociation et les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection  
Le résultat des négociations pourra faire l'objet d'une mise au point avec le candidat retenu avant la notification du marché. Le candidat retenu devra fournir en original les documents liés aux engagements/éléments avancés lors de la négociation.

**Toutefois, au regard des offres reçues et de leur analyse détaillée et conformément à l'article R.2123.5 du Code de la Commande Publique le Pouvoir Adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négocier** (sous réserve qu'elles soient appropriées et qu'elles ne soient pas déclarées anormalement basses)

## ARTICLE 8 REGULARITE DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

### 8.1 Utilisation de la plateforme e-attestations après attribution du marché et en cours d'exécution



**e-Attestations.com** est une plateforme de collecte et de vérification des certificats et attestations requis au titre de la réglementation pour la signature des marchés et lors de leur exécution.

Le **Rectorat** met gratuitement à disposition la plateforme en ligne **e-Attestations.com** afin de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'**e-Attestations.com** est **gratuite** et permettra de déposer régulièrement, et en toute **sécurité**, les attestations et documents demandés par le **Rectorat** durant l'exécution de marchés.

Le principe est le suivant : la centralisation de vos documents administratifs sur une plateforme internet sécurisée.

La plateforme e-attestations permet aux entreprises de mutualiser la remise des documents justificatifs exigibles des attributaires de marché aux différents donneurs d'ordre utilisant ce site.

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés ; par ailleurs la plateforme garantit la confidentialité des documents déposés.

- si le candidat individuel ou un ou plusieurs membres du groupement attributaire sont déjà inscrits à **e-Attestations.com** : le candidat individuel ou chaque membre concerné recevra suite à l'attribution du marché la ou les pièces à compléter pour la mise à jour de son dossier sur **e-Attestations.com**
- si le candidat individuel ou un ou plusieurs membres du groupement attributaire ne sont pas encore inscrits à **e-Attestations.com** : le candidat individuel ou chaque membre concerné recevra suite à l'attribution du marché les modalités pratiques pour procéder à son inscription notamment l'identifiant (siret de la société) et la clé d'inscription

### **8.2 Autres documents à remettre après attribution**

- le CCAP n°1 du 12 septembre 2024 paraphé sur chaque feuillet et signé avec cachet commercial de la société en dernière page
- le CCTP du lot paraphé sur chaque feuillet et signés avec cachet commercial de la société en dernière page
- le cas échéant, tout document complémentaire (mise au point notamment) demandé par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- le cas échéant, l'acte d'engagement et ses annexes, daté et signé
- le cas échéant, la/les déclaration(s) de sous-traitance complétée, datée(s) et signée(s).
- si non remis à l'offre : le/les RIB originaux avec libellé(s) en correspondance avec celui/ceux figurant à l'acte d'engagement

La production des pièces mentionnées ci avant ne devra pas excéder 10 jours calendaires à compter de la date d'accusé réception de la demande écrite transmise par les services du maître d'ouvrage. En cas d'incapacité à

produire ces pièces son offre sera rejetée ; le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## ARTICLE 9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 9.1 Renseignements techniques et administratifs

#### Renseignements techniques :

##### ■ Maître d'œuvre de l'opération : **CINFORA**

Résidence SKY VALLEY – 81 avenue Simone Veil  
06200 NICE

Contacts : **Mme JAGO et M. BAZINGETTE**

Tél 04 97 02 24 30

E-mail : [contact@cinfora.fr](mailto:contact@cinfora.fr)

##### ■ RECTORAT de L'ACADEMIE de NICE **D.R.A.P.I.E.**

53, avenue Cap de Croix 06181 Nice Cedex 02

Tél.: 04 93 53 70 52 / 04 93 72 64 21

**M. José PINEL**, Conducteur d'opérations

[jose.pinel@region-academique-paca.fr](mailto:jose.pinel@region-academique-paca.fr)

**M. Patrice RENOU**, Directeur Adjoint

[patrice.renou@region-academique-paca.fr](mailto:patrice.renou@region-academique-paca.fr)

#### Renseignements administratifs :

Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille

**D.R.A.P.I.E.**

Place Lucien Paye

Laurence MASSA , Bureau des Marchés

Tél. : 04 42 91 71 49

[laurence.massa@region-academique-paca.fr](mailto:laurence.massa@region-academique-paca.fr)

### 9.2 Recours

Le présent marché est régi par le droit français. Les litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché seront soumis au tribunal administratif de Marseille.

#### Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 Marseille

Tél. : 04 91 13 48 30 - Fax : 04 91 81 13 87

E-mail : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)  
Site internet <http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Organe chargé des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des litiges en matière de Marché publics (CCIRAL)

Préfecture de Région PACA  
Secrétariat Général pour les Affaires Générales,  
Place Felix Baret - CS 80001  
13282 Marseille cedex 6

tél. : 04 84 35 45 54 télécopieur : 04 84 35 44 60

Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Éducation nationale\_110 rue de Grenelle\_75357 Paris SP  
07\_Accueil téléphonique Tél. : 01.55.55.10.10

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal Administratif de Marseille

### **9.3 Information des candidats**

L'attention du candidat est attirée sur le fait de l'obligation de fournir, dans l'acte d'engagement, une ou plusieurs adresses mail **valides** (secrétariat, personne responsable du suivi de l'offre ...). Dans l'éventualité où l'entreprise omettrait cette formalité, il ne pourra pas être reproché au pouvoir adjudicateur un manquement à ses obligations d'information.

\*\*\*\*\*